



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI  
**Bundesamt für Sozialversicherungen BSV**

## **Supplément 21 aux Directives concernant les rentes (DR) de l'as- surance vieillesse, survivants et invalidité fédé- rurale**

Valable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023

318.104.0121 f DR

11.22

## **Avant-propos concernant le supplément 21, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023**

Le présent supplément 21 contient les modifications appelées à entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les chiffres marginaux modifiés sont mis en évidence par l'adjonction de 1/23.

Outre les précisions issues des expériences faites dans la pratique, ce supplément comporte en particulier des informations détaillées sur les dispositions régissant le versement de la rente à un tiers. Ces compléments se basent sur les informations contenues dans le bulletin à l'intention des caisses de compensation AVS n° 383 du 10 octobre 2016. Etant devenues obsolètes, les dispositions relatives au versement de l'argent de poche à l'ayant droit à la rente – lorsque le versement de la rente est effectué à un curateur ou à une autorité d'assistance – ont été remaniées.

Suite à l'arrêt du 11 octobre 2022 de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (CrEDH), auquel la Suisse doit se conformer, les dispositions relatives au droit à une rente de veuf sont adaptées et le chapitre 3.7.1 restructuré. Un homme veuf avec enfant a désormais droit à une rente de veuf à partir du 11 octobre 2022 - au même titre qu'une femme veuve - s'il a un ou plusieurs enfants au moment du veuvage (indépendamment de l'âge de l'enfant) et que le veuvage intervient après le 11 octobre 2022. Pour les cas clos ou en suspens au 11 octobre 2022, voir le bulletin AVS/PC n° 460 du 21 octobre 2022.

Enfin, les appendices I, III et VI présentent le montant des rentes après augmentation.

### 3.7.1 Conditions d'octroi

3401  
1/23 Une personne veuve qui, au moment du veuvage, a un ou plusieurs enfants, a droit à une rente de veuve ou de veuf ([art. 23, al. 1, LAVS](#))<sup>1</sup>. Pour les veufs avec enfants majeurs, le droit à la rente existe seulement si le décès intervient après le 11 octobre 2022, conformément à l'arrêt de la CrEDH du 11 octobre 2022.

Les enfants qui, au moment du décès, vivaient en ménage commun avec la veuve ou le veuf et ont été recueillis ou adoptés par ce dernier ([art. 23, al. 2, let. a et b, LAVS](#)) sont assimilés aux enfants de la veuve ou du veuf.

3401.1  
1/23 Sous réserve des ch. 3403 et 3403.1, l'existence du droit à la rente est subordonnée à la condition que la personne intéressée ait au moins un enfant en vie au moment du décès de son conjoint ; le décès ultérieur de cet enfant est inopérant. En outre, l'âge des enfants et le fait qu'ils aient ou non droit à une rente d'orphelin est sans importance. Il n'est par ailleurs pas nécessaire qu'un lien de filiation au sens de l'[art. 252 CC](#) ait existé entre le conjoint décédé et les enfants.

#### 3.7.1.1 Conditions particulières pour les veuves

3402  
1/23 L'épouse de la mère au sens de l'[art. 255a, al. 1, CC](#) est aussi considérée comme une veuve qui a un enfant.

#### 3.7.1.2 Conditions particulières pour les veufs

3407  
1/23 abrogé (au 11.10.2022)

---

<sup>1</sup> Suite à l'arrêt de la CrEDH du 11 octobre 2022 concernant l'affaire B. contre Suisse (Requête n°78630/12), voir bulletin AVS/PC n°460 du 21 octobre 2022.

- 3407.1  
1/23 A partir du 11 octobre 2022, le droit à une rente de veuf se prolonge au-delà des 18 ans du cadet des enfants. Cette réglementation ne s'applique pas aux hommes divorcés (ch. 3421). Cf. [bulletin AVS/PC n° 460 du 21 octobre 2022](#).
- 3422  
1/23 abrogé
- 3437  
1/23 - le cadet des enfants donnant le droit à la rente de veuve (ch. 3419) ou de veuf (ch. 3421) atteint l'âge de 18 ans ([art. 24a, al. 2, LAVS](#))
- 5020  
1/23 Pour la détermination des années entières de cotisations de la personne assurée, il faut partir de la durée de cotisations personnelle définie aux ch. 5005 ss, qu'elle a accomplie depuis le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle elle a eu 20 ans révolus jusqu'au 31 décembre précédant la réalisation du risque assuré. Ainsi, l'accomplissement de l'âge de la retraite (en cas d'anticipation de la rente, l'âge de 62, 63 ou 64 ans révolus) ou le moment de la survenance de l'invalidité ou du décès équivaut à la réalisation du cas d'assurance. Les périodes de cotisations accomplies entre le 31 décembre précédant la réalisation du cas d'assurance et la naissance du droit à la rente peuvent être prises en compte pour combler les lacunes de cotisations.
- 5530.1  
1/23 Si l'un des conjoints est bénéficiaire d'une rente d'invalidité de l'ancien système et l'autre conjoint d'une rente d'invalidité selon le système linéaire, en dérogation à [l'art. 32, al. 2, RAI](#), le plafonnement des deux rentes d'un couple s'effectue en fonction du droit du conjoint dont la rente AI équivaut au pourcentage le plus élevé (quotité) d'une rente entière ([let. c des Dispositions transitoires de la modification du DC AI du RAI](#), [Circ. DT DC AI ch. 5002](#)).
- 6322  
1/23 On considère qu'il y a révocation de l'ajournement lorsque la personne ayant droit à la rente demande le versement de la rente ajournée. La révocation doit également intervenir lorsque la rente a été ajournée pour la durée légale maximale de cinq ans.

- 10004 1/23 En principe, la rente et l'allocation pour impotent doivent être versées sur le compte de chèques postaux ou le compte bancaire de l'ayant droit.
- 10028.1 1/23 Le fait que l'ayant droit ne soit pas en mesure, temporairement ou pour une longue durée (par ex. en cas d'hospitalisation ou de séjour à l'étranger), de retirer personnellement sa prestation ne suffit pas à justifier le versement en mains de tiers. Dans de tels cas, l'ayant droit peut, par exemple, établir une procuration pour son compte bancaire à un tiers.
- 10028.2 1/23 Peuvent être pris en considération comme tiers, par exemple, les proches qui ont une obligation d'entretien envers l'ayant droit ou qui l'assistent en permanence.
- 10029 1/23 La demande de versement de la rente à un tiers doit être présentée à l'aide du [formulaire 318.182](#). La procuration requise pour le versement à un tiers fait partie intégrante de ce formulaire. En signant le formulaire, le tiers désigné par l'ayant droit s'engage à remplir l'obligation d'annoncer ([art. 31, al. 1, LPGA](#)) et à restituer les prestations indûment perçues ([art. 2, OPGA](#)).
- 10030 1/23 Les prestations en espèces (rentes et allocations pour impotent) peuvent être versées à un tiers ou à une autorité ayant une obligation légale ou morale d'entretien à l'égard du bénéficiaire, ou qui l'assiste en permanence, si leur versement sur un compte postal ou bancaire de l'ayant droit n'est pas indiqué ([art. 20 LPGA](#) et [art. 1 OPGA](#)) et :
- lorsque l'ayant droit n'utilise pas ces prestations pour son entretien ou celui des personnes dont il a la charge, ou qu'il est établi qu'il n'est pas en mesure de les utiliser à cet effet ;
  - que, de ce fait, l'ayant droit ou la personne dont il a la charge se retrouve totalement ou partiellement à la charge de l'assistance publique ou privée, et
  - que tout danger visant à contourner le principe de l'incessibilité du droit aux rentes est écarté ([art. 22 LPGA](#)).

- 10030.1  
1/23 Lorsque l'ayant droit n'utilise pas la rente complémentaire et les rentes pour enfants pour l'entretien de sa famille qui, de ce fait, tombe dans le besoin, la garantie de l'emploi des prestations conforme à leur but n'est pas garantie. Dans de tels cas, la rente complémentaire de l'AVS ou pour enfant peut être versée directement au conjoint non bénéficiaire de rente ou au représentant des enfants.
- 10031  
1/23 L'entrée dans un établissement médico-social ou la simplification de la gestion et de l'administration ne constituent pas un motif suffisant pour approuver le versement des prestations à un tiers. Le paiement direct de la rente ou de l'allocation pour impotent en mains de l'établissement médico-social où séjourne l'ayant droit n'est pas autorisé. De même, le paiement direct de l'allocation pour impotent revenant à un ayant droit hospitalisé en mains de l'hôpital est généralement inadmissible (RCC 1973, p. 173s.).
- 10032  
1/23 Le fait qu'une personne soit à la charge d'une autorité d'assistance ne justifie pas, à lui seul, le versement des prestations à ladite autorité.
- 10034  
1/23 Le versement de la rente ou de l'allocation pour impotent en mains de tiers, conformément à l'[art. 20 LPGA](#), ne peut être ordonné que dans des cas exceptionnels et que si les conditions prévues à cet effet sont manifestement remplies. Toute demande des parents de l'ayant droit ou des autorités, qui tend à un tel versement, sera dûment motivée. Il incombe à la caisse de compensation de vérifier rigoureusement les faits invoqués en l'occurrence. Le genre et les résultats de cette vérification doivent être consignés au dossier.
- 10036  
1/23 La demande de versement de la rente à un tiers doit être présentée à l'aide du [formulaire 318.182](#). La procuration requise pour le versement à un tiers fait partie intégrante de ce formulaire. En signant le formulaire, le tiers désigné par l'ayant droit s'engage à remplir l'obligation d'annoncer ([art. 31, al. 1, LPGA](#)) et à restituer les prestations indûment perçues ([art. 2, OPGA](#)).

- 10037 abrogé  
1/23
- 10038 Avant l'institution d'une curatelle, dans le cadre de mesures provisionnelles, l'autorité de protection de l'adulte a la faculté d'ordonner des mesures particulières en matière de versement des prestations. Ces mesures lient les caisses de compensation.  
1/23
- 1/23 **10.1.4.1 Versement au curateur ou à l'autorité d'assistance**
- 10040 Les prestations en espèces ne peuvent être versées à un curateur au sens des [art. 393 à 397 CC](#) que s'il est habilité à gérer le revenu et la fortune de l'ayant droit, c'est-à-dire si son pouvoir de disposer des prestations en espèces repose sur un titre juridique valable, ou si le versement en ses mains des prestations en espèces est requis par l'autorité de protection de l'adulte compétente.  
1/23
- 10040.1 Si la décision de curatelle au sens des [art. 393 à 397 CC](#) prononcée par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ne précise pas de manière explicite que les prestations en espèces sont à verser au curateur, le versement des prestations en espèces au curateur n'est pas permis.  
1/23
- 10042 Le versement des prestations en espèces à un tiers doit être demandé par les autorités à l'aide du [formulaire 318.182](#). La procuration requise pour le versement à un tiers fait partie intégrante de ce formulaire. En signant le formulaire, le tiers désigné par l'ayant droit s'engage à remplir l'obligation d'annoncer ([art. 31, al. 1, LPGA](#)) et à restituer les prestations indûment perçues ([art. 2, OPGA](#)).  
1/23
- 10043 Si la rente est versée au curateur ou à une autorité d'assistance, l'intéressé est en règle générale en droit de recevoir une part appropriée de la rente au titre d'argent de poche dont il pourra disposer à sa convenance ([art. 409 CC](#)).  
1/23

- 10044 1/23 Il incombe au tiers destinataire de fixer le montant de l'argent de poche et de le verser à son titulaire. Il peut toutefois supprimer ou réduire le montant de l'argent de poche s'il a de sérieuses raisons de penser que l'assuré en fera un usage inadéquat.
- 10047 1/23 – à l'autorité de protection de l'adulte compétente, si l'ayant droit est sous curatelle ;
- 10048 1/23 – à l'autorité communale compétente en matière d'assistance ou à l'autorité cantonale de surveillance, lorsque la rente de l'ayant droit est versée à une autorité d'assistance.
- 1/23 **10.2.5 Paiement à l'aide d'un bulletin de versement avec numéro de référence à titre exceptionnel**
- 10107 1/23 Dans certains cas exceptionnels, l'ayant droit peut demander le versement de la prestation à l'aide d'un bulletin de versement avec numéro de référence (cf. ch. 3005 ss [CTDP](#)).
- 10108 1/23 abrogé
- 10109 1/23 abrogé
- 10110 1/23 abrogé



## Appendice I

1/23

### 1. Accomplissement de la durée minimale de l'obligation de cotiser

Pour déterminer si la cotisation minimale a été payée pour une période donnée durant laquelle une personne a été assurée et soumise à l'obligation de cotiser, ou pour quelle période l'obligation de payer des cotisations peut être considérée comme remplie, on se référera aux tableaux qui suivent.

### 2. Périodes couvrant des années pour lesquelles des revenus ont été inscrits au CI

#### 2.1 Salariés

##### 2.1.1 Cotisation minimale simple

Années	Revenus selon CI											
	Jusqu'à et y compris Fr.											Dès Fr.
1948–1968	25	50	75	100	125	150	175	200	225	250	275	276
1969–1972	64	129	193	258	322	387	451	516	580	645	709	710
1973–1978	83	166	250	333	416	500	583	666	750	833	916	917
1979–1981	166	333	500	666	833	1000	1166	1333	1500	1666	1833	1834
1982–1985	208	416	625	833	1041	1250	1458	1666	1875	2083	2291	2292
1986–1989	250	500	750	1000	1250	1500	1750	2000	2250	2500	2750	2751
1990–1991	267	534	801	1068	1335	1602	1869	2136	2403	2670	2937	2938
1992–1995	297	594	891	1188	1485	1782	2079	2376	2673	2970	3267	3268
1996–2002	322	644	966	1288	1610	1932	2254	2576	2898	3220	3542	3543
2003–2006	351	702	1053	1404	1755	2106	2457	2808	3159	3510	3861	3862
2007–2008	367	734	1101	1468	1835	2202	2569	2936	3303	3670	4037	4038
2009–2010	380	760	1140	1520	1900	2280	2660	3040	3420	3800	4180	4181
2011–2012	384	768	1152	1536	1920	2304	2688	3072	3456	3840	4224	4225
2013–2018	389	778	1167	1556	1945	2334	2723	3112	3501	3890	4279	4280
2019-2020	392	784	1176	1568	1960	2352	2744	3136	3528	3920	4312	4313
2021-2022	396	792	1188	1584	1980	2376	2772	3168	3564	3960	4356	4357
dès 2023	404	808	1212	1616	2020	2424	2828	3232	3636	4040	4444	4445
Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## 2.1.2 Cotisation minimale double

Les périodes de cotisation d'un conjoint sans activité lucrative, pour lesquelles des cotisations ont été versées durant le mariage en vertu de l'[art. 3, al. 3, LAVS](#), sont établies comme suit. Compte tenu de l'inscription au CI du conjoint exerçant une activité lucrative, la durée de cotisation du conjoint non actif est déterminée selon le tableau ci-dessous.

### Exemple:

Pour l'année 1996, une inscription de 6000 francs peut être portée au CI du conjoint exerçant une activité lucrative. Ainsi, la période prise en compte en 1996 pour le conjoint non actif est de 10 mois.

Années	Revenus selon CI											Dès Fr.
	Jusqu'à et y compris Fr.											
1948–1968	50	100	150	200	250	300	350	400	450	500	550	551
1969–1972	128	258	386	516	644	774	902	1032	1160	1290	1418	1419
1973–1978	166	332	500	666	832	1000	1166	1332	1500	1666	1832	1833
1979–1981	332	666	1000	1332	1666	2000	2332	2666	3000	3332	3666	3667
1982–1985	416	832	1250	1666	2082	2500	2916	3332	3750	4166	4582	4583
1986–1989	500	1000	1500	2000	2500	3000	3500	4000	4500	5000	5500	5501
1990–1991	535	1070	1605	2140	2675	3210	3745	4280	4815	5350	5885	5886
1992–1995	594	1188	1782	2376	2970	3564	4158	4752	5346	5940	6534	6535
1996–2002	644	1288	1932	2576	3220	3864	4508	5152	5796	6440	7084	7085
2003–2006	701	1402	2103	2804	3505	4206	4907	5608	6309	7010	7711	7712
2007–2008	734	1468	2202	2936	3670	4404	5138	5872	6606	7340	8074	8075
2009–2010	759	1518	2277	3036	3795	4554	5313	6072	6831	7590	8349	8350
2011–2012	769	1538	2307	3076	3845	4614	5383	6152	6921	7690	8459	8460
2013–2018	778	1556	2334	3112	3890	4668	5446	6224	7002	7780	8558	8559
2019-2020	784	1568	2352	3136	3920	4704	5488	6272	7056	7840	8624	8625
2021-2022	791	1582	2373	3164	3955	4746	5537	6328	7119	7910	8701	8702
dès 2023	808	1616	2424	3232	4040	4848	5656	6464	7272	8080	8888	8889
Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## 2.2 Personnes sans activité lucrative

Années	Revenus selon CI											Dès Fr.
	Jusqu'à et y compris Fr.											
1948–1968	25	50	75	100	125	150	175	200	225	250	275	276
1969–1972	67	134	201	268	335	402	469	536	603	670	737	738
1973–1978	83	166	249	332	415	498	581	664	747	830	913	914
1979–1981	167	334	501	668	835	1002	1169	1336	1503	1670	1837	1838
1982–1985	208	416	624	832	1040	1248	1456	1664	1872	2080	2288	2289
1986–1989	250	500	750	1000	1250	1500	1750	2000	2250	2500	2750	2751
1990–1991	267	534	801	1068	1335	1602	1869	2136	2403	2670	2937	2938
1992–1995	297	594	891	1188	1485	1782	2079	2376	2673	2970	3267	3268
1996–2002	322	644	966	1288	1610	1932	2254	2576	2898	3220	3542	3543
2003–2006	351	702	1053	1404	1755	2106	2457	2808	3159	3510	3861	3862
2007–2008	367	734	1101	1468	1835	2202	2569	2936	3303	3670	4037	4038
2009–2010	380	760	1140	1520	1900	2280	2660	3040	3420	3800	4180	4181
2011–2012	384	768	1152	1536	1920	2304	2688	3072	3456	3840	4224	4225
2013–2018	389	778	1167	1556	1945	2334	2723	3112	3501	3890	4279	4280
2019–2020	392	784	1176	1568	1960	2352	2744	3136	3528	3920	4312	4313
2021–2022	396	792	1188	1584	1980	2376	2772	3168	3564	3960	4356	4357
dès 2023	404	808	1212	1616	2020	2424	2828	3232	3636	4040	4444	4445
Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## 2.3 Personnes de condition indépendante et salariés pour lesquels l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations

En raison de l'échelle dégressive des cotisations, il convient, le cas échéant, de procéder en deux étapes à la détermination de l'accomplissement de l'obligation de payer des cotisations.

Si les revenus inscrits au CI atteignent au moins les montants suivants, alors la durée minimale annuelle de l'obligation de payer des cotisations – resp., lorsque la qualité d'assuré et l'obligation de cotiser s'étendent sur une période inférieure à une année, la durée minimale pour les mois concernés – est en tous les cas réalisée:

### 2.3.1 Cotisation minimale simple

Années	Revenus selon CI de Fr. ... et plus
1948–1968	551
1969–1972	1 412
1973–1975	1 834
1976–1978	1 788
1979–1981	3 631
1982–1985	4 529
1986–1989	5 435
1990–1991	5 809
1992–1995	6 458
1996–2002	6 986
2003–2006	7 613
2007–2008	7 976
2009–2010	8 240
2011–2012	8 339
2013–2018	8 559
2019-2020	8 625
2021-2022	8 702
dès 2023	8 889

Si les revenus inscrits au CI sont inférieurs aux valeurs-limites susmentionnées, il convient de demander à la caisse de compensation compétente pour la perception des cotisations le montant effectivement payé des cotisations AVS (jusqu'en 1959), ou AVS/AI/APG (dès 1960), par année civile. Ensuite, à la lumière de la table suivante, on déterminera le nombre de mois pour lesquels l'obligation de payer des cotisations est considérée comme remplie (il est tout à fait possible que l'obligation de payer des cotisations puisse être considérée comme remplie pour une année entière, bien que l'on aie des montants inférieurs aux valeurs-limites selon la table susmentionnée, sur la base de la table suivante) :

Années	Cotisations payées												
	Genre	Jusqu'à et y compris Fr.											Dès Fr.
1948–1959	AVS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1960–1968	AVS/AI/APG	1	2	3	4	6	7	8	9	10	12	13	14
1969–1972	AVS/AI/APG	4	8	12	16	20	24	28	32	36	40	44	45
1973–1975	AVS/AI/APG	7	15	22	30	37	45	52	60	67	75	82	83
1976–1978	AVS/AI/APG	8	16	25	33	41	50	58	66	75	83	91	92
1979–1981	AVS/AI/APG	16	33	50	66	83	100	116	133	150	166	183	184
1982–1985	AVS/AI/APG	20	41	62	83	104	125	145	166	187	208	229	230
1986–1989	AVS/AI/APG	25	50	75	100	125	150	175	200	225	250	275	276
1990–1991	AVS/AI/APG	27	54	81	108	135	162	189	216	243	270	297	298
1992–1995	AVS/AI/APG	30	60	90	120	150	180	210	240	270	300	330	331
1996–2002	AVS/AI/APG	32	65	97	130	162	195	227	260	292	325	357	358
2003–2006	AVS/AI/APG	35	70	106	141	177	212	247	283	318	354	389	390
2007–2008	AVS/AI/APG	37	74	111	148	185	222	259	296	333	370	407	408
2009–2010	AVS/AI/APG	38	76	115	153	191	230	268	306	345	383	421	422
2011–2012	AVS/AI/APG	39	79	118	158	197	237	277	316	356	395	435	436
2013–2015	AVS/AI/APG	40	80	120	160	200	240	280	320	360	400	440	441
2016–2018	AVS/AI/APG	39	79	119	159	199	239	278	318	358	398	438	439
2019	AVS/AI/APG	40	80	120	160	200	241	281	321	361	401	441	442
2020	AVS/AI/APG	41	82	124	165	206	248	289	330	372	413	454	455
2021-2022	AVS/AI/APG	41	83	125	167	209	251	293	335	377	419	461	462
dès 2023	AVS/AI/APG	42	85	128	171	214	257	299	342	385	428	471	472
Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

### 2.3.2 Cotisation minimale double

Pour déterminer la durée de cotisations du conjoint non actif d'une personne de condition indépendante, il faut appliquer le chiffre 2.1.2 par analogie.

Années	Revenus selon CI de Fr. ... et plus
1948–1953	1 013
1954–1968	1 101
1969–1972	2 751
1973–1978	3 576
1979–1981	7 239
1982–1983	8 801
1984–1985	8 988
1986–1989	10 638
1990–1991	11 364
1992–1995	12 563
1996–2002	13 663
2003–2006	14 851
2007–2008	15 588
2009–2010	16 138
2011–2012	16 314
2013–2018	16 688
2019-2020	16 864
2021-2022	17 051
dès 2023	17 414

Années	Cotisations payées												
	Genre	Jusqu'à et y compris											Dès
		Fr.											Fr.
1948–1959	AVS	2	4	6	8	10	12	14	16	18	20	22	23
1960–1968	AVS/AI/APG	2	4	6	8	12	14	16	18	20	24	26	27
1969–1972	AVS/AI/APG	8	16	24	32	40	48	56	64	72	80	88	89
1973–1975	AVS/AI/APG	14	30	44	60	74	90	104	120	134	150	164	165
1976–1978	AVS/AI/APG	16	32	50	66	82	100	116	132	150	166	182	183
1979–1981	AVS/AI/APG	32	66	100	132	166	200	232	266	300	332	366	367
1982–1985	AVS/AI/APG	40	82	124	166	208	250	290	332	374	416	458	459
1986–1989	AVS/AI/APG	50	100	150	200	250	300	350	400	450	500	550	551
1990–1991	AVS/AI/APG	54	108	162	216	270	324	378	432	486	540	594	595
1992–1995	AVS/AI/APG	60	120	180	240	300	360	420	480	540	600	660	661
1996–2002	AVS/AI/APG	65	130	195	260	325	390	455	520	585	650	715	716
2003–2006	AVS/AI/APG	70	141	212	283	354	425	495	566	637	708	779	780
2007–2008	AVS/AI/APG	74	148	222	296	370	445	519	593	667	741	815	816
2009–2010	AVS/AI/APG	76	153	230	306	383	460	536	613	690	766	843	844
2011–2012	AVS/AI/APG	79	158	237	316	395	475	554	633	712	791	870	871
2013–2015	AVS/AI/APG	80	160	240	320	400	480	560	640	720	800	880	881
2016–2018	AVS/AI/APG	79	159	239	318	398	478	557	637	717	796	876	877
2019	AVS/AI/APG	80	160	241	321	401	482	562	642	723	803	883	884
2020	AVS/AI/APG	82	165	248	330	413	496	578	661	744	826	909	910
2021-2022	AVS/AI/APG	83	167	251	335	419	503	586	670	754	838	922	923
dès 2023	AVS/AI/APG	85	171	257	342	428	514	599	685	771	856	942	943
Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## Appendice III

1/23

### Barème pour la détermination des contributions d'entretien pour les enfants

Enfants	Age de l'enfant	1/2					1/4				
		2013	2015	2019	2021	<b>2023</b>	2013	2015	2019	2021	<b>2023</b>
Enfant seul	jusqu'à 6 ans	747	750	757	763	<b>782</b>	373	375	378	382	<b>391</b>
	7-12 ans	795	798	805	812	<b>832</b>	397	399	403	406	<b>416</b>
	13-16 ans	795	798	805	812	<b>832</b>	397	399	403	406	<b>416</b>
	17 ans et plus	911	915	923	931	<b>954</b>	456	457	461	465	<b>477</b>
Un enfant, quand il y en a deux	jusqu'à 6 ans	626	628	634	639	<b>655</b>	313	314	317	320	<b>328</b>
	7-12 ans	678	681	687	692	<b>710</b>	339	340	343	346	<b>355</b>
	13-16 ans	687	690	696	702	<b>719</b>	343	345	348	351	<b>360</b>
	17 ans et plus	769	772	779	785	<b>805</b>	384	386	389	393	<b>402</b>
Un enfant, quand il y en a trois	jusqu'à 6 ans	566	568	573	578	<b>592</b>	283	284	287	289	<b>296</b>
	7-12 ans	596	598	604	609	<b>624</b>	298	299	302	304	<b>312</b>
	13-16 ans	605	607	613	618	<b>633</b>	302	304	306	309	<b>317</b>
	17 ans et plus	691	694	700	706	<b>723</b>	345	347	350	353	<b>362</b>
Un enfant, quand il y en a quatre ou plus	jusqu'à 6 ans	523	525	530	534	<b>547</b>	261	262	265	267	<b>274</b>
	7-12 ans	562	564	569	574	<b>588</b>	281	282	285	287	<b>294</b>
	13-16 ans	562	564	569	574	<b>588</b>	281	282	285	287	<b>294</b>
	17 ans et plus	635	637	643	648	<b>665</b>	317	319	322	324	<b>332</b>



## Appendice VI

1/23

### Aperçu des limites prévues par le droit fédéral pour le calcul du cas pénible des rentes en cours (ch. 3104 s) et de la charge trop lourde (ch. 10712 s.)

Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2023

#### Taux communs

	Montants annuels en francs
<i>Montant destiné à la couverture des besoins vitaux</i>	
– pour personnes seules	20 100
– pour couples	30 150
– pour enfants âgés de 11 ans et plus	
– 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> enfant, chacun	10 515
– 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> enfant, chacun	7 010
– 5 <sup>e</sup> enfant et au-delà, chacun	3 505
– pour enfants âgés de moins de 11 ans	
– 1 <sup>er</sup> enfant	7 380
– 2 <sup>e</sup> enfant	6 150
– 3 <sup>e</sup> enfant	5 125
– 4 <sup>e</sup> enfant	4 270
– 5 <sup>e</sup> enfant et au-delà, chacun	3 560
<i>Primes d'assurance-maladie</i>	
– pour adultes	7 548
– pour jeunes adultes	1 824
– pour enfants	5 796

## Taux valables uniquement pour le calcul du cas pénible

	Montants annuels en francs
<i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>	
– pour adultes et enfants dans la région 1	
– personnes seules	17 580
– couples sans enfant	20 820
– couples avec un enfant	23 100
– couples avec deux enfants et plus	25 200
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>2</sup>	10 410
– pour adultes et enfants dans la région 2	
– personnes seules	17 040
– couples sans enfant	20 220
– couples avec un enfant	22 140
– couples avec deux enfants et plus	24 120
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	10 110
– pour adultes et enfants dans la région 3	
– personnes seules	15 540
– couples sans enfant	18 780
– couples avec un enfant	20 700
– couples avec deux enfants et plus	22 380
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	9 390

<sup>2</sup> Pour les personnes non mariées vivant dans un ménage de plus de deux personnes, d'autres montants déterminants s'appliquent (voir art. 10, al. 1, let. b, LPC)

## Taux valables uniquement pour le calcul de la charge trop lourde

	Montants annuels en francs
<i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>	
– pour adultes et enfants dans la région 1	
– personnes seules	17 580
– couples sans enfant	20 820
– couples avec un enfant	23 100
– couples avec deux enfants et plus	25 200
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>3</sup>	10 410
– pour adultes et enfants dans la région 2	
– personnes seules	17 040
– couples sans enfant	20 220
– couples avec un enfant	22 140
– couples avec deux enfants et plus	24 120
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	10 110
– pour adultes et enfants dans la région 3	
– personnes seules	15 540
– couples sans enfant	18 780
– couples avec un enfant	20 700
– couples avec deux enfants et plus	22 380
– en concubinage (ménage de deux personnes) <sup>1</sup>	9 390
Montant pour dépenses personnelles pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital	4 800
Imputation de la fortune pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital qui n'ont pas encore atteint l'âge ordinaire de la retraite (rentes d'invalidité, rentes de survivant, rentes d'orphelin)	1/15
Imputation de la fortune pour bénéficiaires de rentes de vieillesse ou de survivant ayant atteint l'âge ordinaire de la retraite vivant dans un home ou dans un hôpital	1/10
Limitation cantonale des frais de home	aucune
Dépenses supplémentaires	
– pour personnes seules	8 000
– pour couples	12 000
– pour orphelins et enfants qui donnent droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI, par enfant	4 000

<sup>3</sup> Pour les personnes non mariées vivant dans un ménage de plus de deux personnes, d'autres montants déterminants s'appliquent (voir art. 10, al. 1, let. b, LPC)

---

## Aperçu des franchises pour la prise en compte de la fortune (art. 11, al. 1, let. c, et 1<sup>bis</sup>, LPC)

	Montants annuels en francs
pour personnes seules	30 000
pour couples	50 000
pour enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou donnant droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI, par enfant	15 000
Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas normal)	112 500
Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas spéciaux):	300 000
a) immeuble d'un couple habité par un conjoint, l'autre conjoint vivant dans un home ou dans un hôpital;	
b) Immeuble d'un couple habité par un conjoint bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM;	
c) Immeuble habité par une personne seule bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM.	